



ASSEMBLÉE NATIONALE

15ème législature

Épreuves du baccalauréat

Question au Gouvernement n° 2604

Texte de la question

ÉPREUVES DU BACCALAURÉAT

M. le président. La parole est à M. Patrick Hetzel.

M. Patrick Hetzel. Monsieur le ministre de l'éducation nationale et de la jeunesse, les épreuves communes de contrôle continu, les E3C, comptant pour la note finale du baccalauréat ont débuté hier. Il serait bon qu'elles puissent se tenir dans la sérénité.

M. Fabien Di Filippo. Tout à fait !

M. Patrick Hetzel. Il reste dix-huit mois avant que les élèves de la génération 2003 passent le baccalauréat. Ils savent que les portes de l'enseignement supérieur s'ouvriront grâce à la qualité de leur travail et à leurs résultats, notamment au baccalauréat.

Au stress habituel lié au passage d'épreuves, il serait bon de ne pas ajouter, à chaque étape de leur parcours, l'angoisse créée par les blocages, les rétentions de notes ou encore les reports d'épreuves. Vous avez la responsabilité de la bonne organisation du service public de l'éducation nationale : les lycéens n'ont pas à être sacrifiés au gré de votre impréparation !

Vous avez malheureusement pris de mauvaises décisions en juin dernier pour le baccalauréat 2019 en créant, pour la première fois dans l'histoire de l'éducation nationale, une iniquité dans le traitement des candidats.

Que comptez-vous faire pour éviter une situation d'échec dont vous porteriez, hélas ! une nouvelle fois la responsabilité ?

M. le président. La parole est à M. le ministre de l'éducation nationale et de la jeunesse.

M. Jean-Michel Blanquer, ministre de l'éducation nationale et de la jeunesse. Monsieur le député, j'ai préféré le début de votre propos à sa fin. (*Exclamations sur les bancs du groupe LR.*) Votre propos initial reposait en effet sur le bon sens lorsque vous disiez qu'il fallait de la sérénité, mais il me semble que la fin de votre intervention ne contribue pas à cette sérénité. Passons !

Je rappelle le sens du contrôle continu : il vise à permettre à tous les lycéens de ne pas être soumis au stress du bachotage et au caractère artificiel d'épreuves finales. Selon des principes que, je le crois, vous approuvez, il assure qu'un travail continu est effectué tout au long de l'année.

Les épreuves ont commencé dès la semaine dernière. Elles sont en cours dans plus de quatre-vingts lycées.

Dans la grande majorité des cas, cela se passe en toute sérénité.

M. Loïc Prud'homme. Ce n'est pas vrai !

M. Jean-Michel Blanquer, ministre. Il n'y a donc pas d'impréparation technique de l'institution, mais, au contraire, une bonne préparation. En revanche, il est vrai que des perturbations ont eu lieu dans à peu près 10 % des cas, c'est-à-dire dans une quarantaine de lycées. Elles sont dues aux mêmes personnes qui se plaignent ensuite de désordres. Libre à vous d'approuver ce qu'ils font et de vous plaindre par la suite du désordre occasionné, mais ce que l'on doit condamner dans ces cas-là, à mon sens, ce n'est pas l'institution mais le désordre provoqué.

Fort heureusement, nous avons pris des mesures, notamment pour éviter les blocages. Quelques cas nous obligent à des reports – moins d'une dizaine depuis hier. Je note que des territoires entiers ne connaissent aucun problème. Par exemple, dans tout l'outre-mer, tout se passe bien, mais c'est aussi le cas dans d'autres académies. Il n'y a donc pas d'impréparation ; il y a seulement ceux qui jouent le jeu du désordre pour que s'accomplisse, en quelque sorte, leur prophétie négative. Ils disent que cela va mal se passer et ils agissent pour que cela se passe mal. *(Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe LaREM.)*

La vraie question c'est : êtes-vous d'accord avec eux et voulez-vous vous joindre aux groupuscules radicaux qui essaient aujourd'hui de perturber le baccalauréat ? *(Exclamations sur plusieurs bancs du groupe LR.)*

M. Pierre Cordier. Ça suffit !

M. Jean-Michel Blanquer, ministre. En tout cas, le contrôle continu se déroule aujourd'hui de façon très sereine au bénéfice d'une vision objective et d'un travail plus approfondi des élèves. *(Applaudissements sur les bancs du groupe LaREM.)*

M. le président. La parole est à M. Patrick Hetzel.

M. Patrick Hetzel. Monsieur le ministre, pensez-vous un seul instant aux familles et aux élèves ? La vraie question c'est : êtes-vous prêts à faire en sorte qu'il y ait un traitement équitable ? La réponse que vous venez de nous faire montre qu'une fois de plus vous développez l'iniquité ; vous faites en sorte que le baccalauréat n'ait plus de valeur. *(Applaudissements continus sur les bancs des groupes LR, FI et GDR.)*

C'est dramatique. Vous êtes entré dans une logique terrible en faisant en sorte que le baccalauréat ne soit plus une garantie pour les familles et les élèves. Monsieur le ministre, vous en portez la responsabilité. *(Applaudissements sur les bancs des groupes LR, FI et GDR. – M. David Habib applaudit également.)*

Données clés

Auteur : [M. Patrick Hetzel](#)

Circonscription : Bas-Rhin (7^e circonscription) - Les Républicains

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 2604

Rubrique : Enseignement secondaire

Ministère interrogé : Éducation nationale et jeunesse

Ministère attributaire : Éducation nationale et jeunesse

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [22 janvier 2020](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [22 janvier 2020](#)